

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

général doivent être prêts à payer le prix d'un pays uni qui se voit d'une côte à l'autre comme un Canada.

Si nous envisageons le problème d'un point de vue positif, ce que très peu d'entre nous ont fait, les Québécois ont fourni au reste du Canada, peut-être sans le savoir et certes sans le vouloir, l'occasion d'édifier un pays fort et plus unifié.

Certains Canadiens d'expression anglaise, de plus en plus nombreux, hélas, voient dans le caractère bilingue du Canada non pas un motif de fierté mais un ennui qu'il faut faire disparaître de quelque façon. Ils se réjouiraient du départ du Québec et de la dissolution du Canada. Des Canadiens d'expression française ont perdu confiance dans le reste du Canada et préconisent la séparation. Je crois que la majorité des Canadiens des deux cultures sont encore bien intentionnés envers leurs voisins et veulent que la Confédération se maintienne.

Des voix: Bravo!

M. Murta: Ceux d'entre nous qui partagent cette conviction doivent se poser certaines questions simples. Premièrement, le Canada pourrait-il vraiment se dissoudre? De toute évidence, si j'en juge d'après mes propos et ce que d'autres ont dit, la réponse est oui, ce risque existe vraiment.

● (2130)

Deuxièmement, le fait de reconnaître que le Canada est un pays doté de deux langues principales permettra-t-il de faire l'unité? La réponse est oui, du moins espérons-le. J'exprime cet espoir, car, à certains moments, aucun espoir ne semblait permis. Mais nous voyons maintenant dans ce fait un motif plus sérieux d'unification. Il faut non seulement reconnaître l'existence de deux langues et deux cultures, mais aussi admettre la présence de plusieurs autres collectivités et modes de vie.

Troisièmement, le prix de cette reconnaissance vaut-il la peine d'être payé en argent comme en petites contrariétés? Cette question est cruciale et s'adresse à tous les Canadiens. Les étiquettes bilingues dans les supermarchés, les panneaux en français dans les aéroports et la télévision et la radio françaises n'exigent qu'un pourcentage infime de notre produit national brut. Certes, c'est un prix minime si nous croyons au Canada. De même, l'unité du Canada vaut bien la peine de retourner une boîte de flocons de maïs afin d'y lire le texte anglais.

Mais il y a aussi un prix plus considérable, c'est-à-dire la reconnaissance des nombreuses différences qui existent au Canada, non seulement entre les cultures fondatrices, mais d'un bout à l'autre du pays. Je crois que les premières tentatives d'unification ont échoué parce qu'elles n'ont pas tenu compte des différences au profit d'une politique nationale hautement centralisée qui reposait principalement sur les droits de douane et les chemins de fer. Cette politique a façonné une nation dont le centre industrialisé puisait ses matières brutes dans les différentes régions. Les résultats étaient évidents, bien sûr: une concentration d'emplois et d'habitants dans quelques grands centres, une pénurie d'installations de transformation et de fabrication dans plusieurs des régions extractives et, qui plus est, un groupe important de Canadiens privés des avantages naturels que la Confédération aurait dû leur apporter.

[M. Murta.]

Cette politique d'inégalité a contribué au mécontentement du Canada français et a créé aussi des tensions très importantes dans le reste du Canada. Les habitants des Prairies, des provinces de l'Atlantique et des Territoires du Nord-Ouest tout particulièrement se sentent lésés et tenus à l'écart. Les habitants de ces régions ont l'impression que le Canada est un non-sens économique et l'a toujours été.

La vérité, c'est qu'il y a un Canada par la volonté de ses habitants par ce qu'ils y trouvent des valeurs qui n'existent pas ailleurs. Le Canada existe non pas à cause, mais en dépit des réalités économiques.

Nous considérons dans les Prairies que le marché conclu à la Confédération avait pour but la protection douanière de l'industrie du Canada central contre la concurrence étrangère, mais que les politiques fédérales de transport devaient permettre aux régions, c'est-à-dire à l'Ouest, au Nord et aux Maritimes d'exporter leur production pour se procurer les biens manufacturés dont elles ont besoin.

Ce marché n'a jamais vraiment fonctionné. La puissance et la richesse se sont accumulées au Canada central, tandis que chez les habitants de l'intérieur du pays s'accroît l'impression d'injustice et d'inégalité. La Confédération était censée imposer à tous des concessions et des sacrifices, pour la bonne marche du pays. Mais les gouvernements fédéraux qui se sont succédé n'ont jamais agi qu'au détriment de tout ce qui n'était pas le Canada central.

Les habitants de l'Ouest s'alarment toujours lorsqu'il est question de modifier la Confédération. Ils veulent avoir l'assurance, comme d'ailleurs les habitants des Maritimes, qu'ils ne seront pas pénalisés du fait qu'ils habitent et travaillent en des endroits qui leur tiennent spécialement à cœur.

L'avenir du Canada ne sera assuré que lorsque tous les Canadiens pourront compter sur une répartition équitable des produits et des charges de la Confédération. Voilà le point essentiel qu'il ne faut pas perdre de vue, si nous tenons à assurer l'avenir du pays.

Je pense que nous avons des sujets d'optimisme. J'ai dit, je pense, j'espère ne pas me tromper. J'espère que nous sommes au seuil d'une ère nouvelle pour la Confédération canadienne, une ère où les besoins et les difficultés provinciales et régionales seront mieux comprises, où la diversité des cultures et des patrimoines qui caractérise les diverses régions du pays sera mieux respectée, où il y aura dans un avenir pas trop lointain un meilleur équilibre entre le centre et la périphérie du pays. Voilà ce qu'il faut chercher, dans les deux langues officielles et dans toutes les régions. Il faut rester unis, dans la conviction que le Canada n'a pas son pareil dans le monde et qu'il doit être préservé. Le Canada, c'est beaucoup plus qu'une simple question de dollars et de cents.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je commencerai par dire que, comme les autres députés, j'ai été très ému par le discours que vient de terminer le député de Lisgar (M. Murta). Nous partageons tous son avis lorsqu'il dit que si le Canada signifie quelque chose en tant que pays, c'est en tant que pays qui s'étend d'une mer à l'autre et qu'il est inconcevable de l'imaginer autrement. En fait, si l'une ou l'autre des régions du Canada, y compris le Québec, devait quitter la Confédération, il est peu vraisemblable que le reste du Canada puisse continuer à exister en tant que pays.